

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

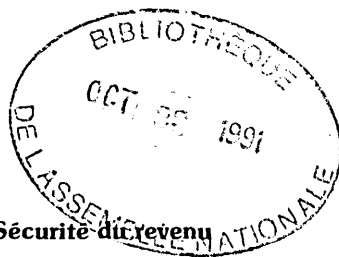
Projet de loi 164

## **Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles**

---

### **Présentation**

Présenté par  
**M. André Bourbeau**  
Ministre de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu  
et de la Formation professionnelle



---

Éditeur officiel du Québec  
1991

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifie la Loi sur les allocations d'aide aux familles afin de donner suite à une mesure annoncée lors du Discours sur le budget du ministre des Finances le 2 mai 1991. Cette mesure prolonge de quatre à cinq ans la période du paiement de l'allocation à la naissance pour un enfant de troisième rang ou de rang suivant.*

*De plus, ce projet de loi prévoit qu'une demande de dépôt direct de l'allocation familiale versée par le gouvernement fédéral peut être considérée comme une demande de dépôt direct des allocations d'aide aux familles versées par la Régie des rentes du Québec.*

## Projet de loi 164

### Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 9 de la Loi sur les allocations d'aide aux familles (L.R.Q., chapitre A-17), modifié par l'article 4 de la Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles (1990, chapitre 37) et par l'article 1 de la Loi modifiant de nouveau la Loi sur les allocations d'aide aux familles (1990, chapitre 72), est de nouveau modifié par le remplacement des mots « quatre ans » par les mots « cinq ans », partout où ils se trouvent dans les premier, quatrième et cinquième alinéas.

**2.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 27.2, du suivant:

« **27.2.1** La Régie peut, tant que le demandeur ne lui a pas manifesté une volonté contraire, considérer qu'une demande de dépôt direct de l'allocation familiale versée en vertu de la Loi sur les allocations familiales (Lois révisées du Canada (1985) chapitre F-1) vaut pour une allocation payable en vertu de la présente loi, pourvu que l'institution financière choisie pour le dépôt ait conclu avec le gouvernement une entente permettant d'effectuer de tels dépôts.

Elle doit, dans les meilleurs délais, aviser le demandeur du mode de versement par dépôt direct. ».

**3.** L'article 1 s'applique, à l'égard de l'enfant de troisième rang ou de rang suivant qui a atteint l'âge de quatre ans avant le 1<sup>er</sup> mai 1991, pour les trimestres débutant après le mois de mars 1991.

En outre, la famille a droit, à l'égard de l'enfant de même rang qui a atteint l'âge de cinq ans au cours du mois de mai 1991, à un versement trimestriel de l'allocation à la naissance prévue à l'article 9 de la Loi sur les allocations d'aide aux familles.

**4.** Les articles 1 et 3 ont effet depuis le 1<sup>er</sup> mai 1991.

**5.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).